

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** & **A. PÉRIVIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
**Gaston CALMETTE**  
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESANT**  
 Fondateur  
 RÉDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS  
 ABONNEMENT  
 Trois Mois Six Mois Un An  
 Seine, Seine-et-Oise. 15 » 30 » 60 »  
 Départements. 18 75 37 50 75 »  
 Union Postale. 21 50 43 » 86 »  
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## Un prétendu secret

### DOCUMENTS ET PREUVES

Monsieur le Rédacteur en chef,

Je voudrais vous demander l'hospitalité du *Figaro*, cette retentissante tribune de justice et de vérité, pour exposer quelques documents d'une incontestable authenticité que tous les officiers d'artillerie de notre armée pourront contrôler, vérifier et reconnaître, et qui leur démontreront, hélas ! combien, dans les douleurs présentes, notre malheureux pays est trompé par ceux-là mêmes qui devraient l'instruire et le rassurer.

Pour établir cette preuve lamentable, il me suffit d'opposer une publication militaire officielle, et une simple date, à toutes les dépositions des généraux dans l'affaire du 120 court, ce fameux canon que Dreyfus seul aurait pu livrer à l'Allemagne au mois d'août 1894, nous affirment les généraux Gonne, de Pellieux, Roget et Deloye, parce que, au mois d'août 1894, suivant leur affirmation répétée, l'armée tout entière en ignorait la découverte et la fabrication !

Je n'ai qu'un regret, moi qui ai passé ma vie au milieu de ces braves officiers et qui suis leurs angoisses et leur tristesse, leur désir de savoir enfin la vérité vraie, c'est de n'avoir pas reçu ce document en temps utile pour le verser à l'enquête de la Cour de cassation. Je ne l'ai pas moins à la disposition des conseillers enquêteurs, et il ne sera pas un des moindres sujets de leur étonnement.

Ceci dit, venons aux faits et rappelons les dépositions qu'un document réduit à rien :

« Nous savons combien le service de l'artillerie est gardien jaloux de ses secrets. Le frein hydraulique (*sic*) de la pièce de 120 (*sic*), je vous le déclare — je suis officier général, j'ai été chef d'état-major d'un corps d'armée, — je ne le connais pas, je ne l'ai jamais connu. On a dit qu'on avait pu connaître cette pièce et son frein hydraulique (*sic*) aux manœuvres. C'est bien inexact. Il a été impossible de voir le fonctionnement de cette pièce aux manœuvres, absolument impossible, et je vous déclare que moi, qui ai assisté aux grandes manœuvres de 1895 et de 1897, je ne le connais pas. »

(Procès Zola, audience du 16 février 1898, DÉPOSITION DU GÉNÉRAL DE PELLIEUX.)

« Pour ma part, je ne connais pas le frein de la pièce de 120 (*sic*) ; quant à la pièce de 120 elle-même, je ne sais pas comment elle se comporte, attendu que je ne l'ai jamais vue tirer. »

(Audience du 17 février, DÉPOSITION DU GÉNÉRAL D'ARTILLERIE GONNE.)

Evidemment, on ne saurait mettre en doute la parole des deux généraux, s'accusant eux-mêmes d'ignorance sur un sujet aussi intéressant, huit ans après l'adoption du canon de 120 court et quatre ans après le procès Dreyfus. Ils n'avaient, en effet, aucun besoin d'avoir vu tirer la pièce pour être renseignés à son sujet : il leur suffisait d'avoir eu la curiosité de parcourir un des nombreux documents qui la concernaient.

En tout cas, le service de l'artillerie était bien innocent de cette lacune dans leur instruction. Loin d'avoir été le « gardien jaloux » d'un secret, on peut dire qu'il a fait son possible pour porter le 120 court à la connaissance de tous ceux que cela pouvait intéresser.

1<sup>er</sup> En 1891, les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> batteries du 37<sup>e</sup> régiment d'artillerie ont servi le canon de 120 court aux grandes manœuvres, devant les attachés militaires étrangers. (Voir le *Temps* du 8 septembre 1891 et l'*Allgemeine Militär-Zeitung* du 19.)

2<sup>e</sup> Également des 1801, ces mêmes batteries ont fait des écoles à feu de 120 court (Déposition Hartmann). Tout leur personnel, et évidemment aussi une grande partie de celui des autres batteries du régiment, avait donc vu ce matériel en action dans toutes les circonstances possibles, sur route, à travers champs et au tir.

3<sup>e</sup> La table de construction de l'affût de 120 court, modèle 1890, ne portant aucune mention « confidentielle », est arrivée à l'Ecole d'artillerie de Versailles en juillet 1892. Elle y était à la disposition de tous les officiers de la brigade, ainsi que du personnel inférieure de l'Ecole. Il va de soi qu'il a dû en être de même dans chacune des dix-huit autres Ecoles d'artillerie.

4<sup>e</sup> Le Cours de l'Ecole d'application de l'artillerie et du génie (année 1892-93), un document qui circule entre les mains de tous les officiers, et qu'aucun d'eux n'a jamais songé à enlever, avec dessein, contient la description, avec dessins détaillés, du matériel de 120 court.

5<sup>e</sup> L'affût-plate-forme de 155 court, modèle 1890, construit sur le même principe que l'affût de 120 court, est muni du même frein ; si bien que la description de ce frein, dans le règlement du 120 court, a été simplement copiée sur celle qui est donnée dans le règlement du 155 court sur affût-plate-forme. Car celui-ci a été rédigé le premier ; il est du 16 mars 1891. Et, s'il est vrai qu'il n'a été mis en vente en librairie qu'en 1898, on ne saurait vraiment supposer que ce do-

cument imprimé soit resté inconnu pendant sept années de suite ! (Paris, chez Baudouin, 30, rue Dauphine.)

Comment, avec tous ces documents, les généraux Gonne et de Pellieux pouvaient-ils ignorer le 120 court, non plus seulement en 1894, mais en 1898, au moment du procès Zola ?

Poursuivons :

Dans leurs dépositions devant la Cour de cassation, les généraux Roget et Deloye n'ont pas attribué aux mêmes causes leur conviction dans la culpabilité du condamné.

Dreyfus, ont-ils dit, était le seul officier d'artillerie pouvant connaître au mois d'août 1894 le 120 court, parce que cet officier avait été à l'Ecole de guerre et à Bourges, les deux seuls endroits où le 120 était connu.

Le général Roget raconte ainsi les choses :

« On dota un certain nombre de régiments du canon 120 court pendant l'hiver 1893-94 : huit régiments appartenant aux 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> brigades d'artillerie, et c'est avec ce canon que ces régiments firent pour la première fois des écoles à feu en 1894. »

« Le frein de ce canon était inconnu de la masse des officiers d'artillerie ; il ne pouvait être connu que par les officiers qui l'avaient construit, à la fonderie de Bourges, et par les officiers appartenant aux Commissions d'expériences de Calais et de Bourges. »

« Actuellement encore, les officiers d'artillerie eux-mêmes ne connaissent ni les procédés de construction ni l'organisation des parties essentielles du frein. »

« En 1894 il n'existait aucun règlement donnant la description du frein, et les officiers d'artillerie, autres que ceux dont j'ai parlé, ne pouvaient avoir normalement aucune connaissance du frein. »

Le général Roget ajoute :

« On a objecté que le frein de 120 court ne pouvait pas être appelé frein hydraulique, sa dénomination exacte étant celle de frein hydropneumatique. C'est très juste. »

« La dénomination est effectivement frein hydropneumatique ; mais en 1894, particulièrement, où le frein était encore peu connu, les artilleurs eux-mêmes pouvaient l'appeler frein hydraulique sans commettre d'erreur grave au point de vue technique. »

« Ce frein, comme le canon auquel il est adapté, était en 1894 presque inconnu de la masse des officiers d'artillerie et, à plus forte raison, des officiers des autres armes. Il avait été adopté en 1891, après des essais qui avaient duré de 1887 à 1891 à la fonderie de Bourges et à la Commission d'expériences de Calais. »

« Il avait été tiré en 1891 sur le polygone de Bourges, et deux batteries de 120 court (qu'on appelait 120 léger) avaient pris part aux manœuvres d'armée faites en 1891 et avaient défilé à la revue de Vitry-le-François. »

« Etant donné les renseignements que j'ai fournis, peut-on admettre qu'Esterhazy ait pu, par un moyen quelconque, fournir quelque note que ce soit sur cet appareil ? »

« Je ne peux pas le concevoir. »

« Quant à Dreyfus, à supposer que ce fût le premier renseignement qu'il fournissait, il n'avait qu'à recueillir ses souvenirs personnels pour donner des renseignements intéressants. »

(Déposition du 22 novembre 1898 de M. le GÉNÉRAL ROGET devant la Cour de cassation.)

Le lendemain 23 novembre, devant la même Cour, le général Roget insiste en ces termes non moins formels :

« J'ai dit hier à la Cour, au sujet du frein hydraulique, que Dreyfus était un des rares et très rares officiers qui pouvaient donner des renseignements sur ce frein. »

« J'ajoute qu'il était le seul de son groupe de stagiaires à l'état-major de l'armée, aucun autre n'étant passé par les établissements de Bourges. »

« Je vais passer rapidement sur les phrases du bordereau : « la manière dont cette pièce s'est conduite ». On a certainement déjà dit à la Cour qu'Esterhazy a été aux écoles à feu du camp de Châlons, du 5 au 9 août 1894 ; que le seul régiment qui ait tiré le canon de 120, cette année-là, en était parti le 25 mai ; que le canon de 120 court n'a ensuite figuré que dans des manœuvres de masse qui ont eu lieu fin août, et que, par conséquent, Esterhazy n'a ni vu tirer le canon de 120, ni été en relation au camp de Châlons avec des officiers l'ayant vu tirer. »

« Je n'insiste pas autrement sur ce point. »

12 février 1899.

Le général Deloye, directeur du Comité technique de l'artillerie, émet la même opinion non moins formelle :

« Les premiers dessins exacts et complets du frein hydropneumatique ne sont sortis de la fonderie que le 29 mai 1894, où ils ont été envoyés au minis-

tère pour l'établissement des tables de construction du canon de 120 court. »

« ... Ils n'ont pas été distribués. »

« On peut donc dire que toutes les précautions ont été prises dès l'origine pour conserver, autant que possible, à l'étude des freins hydropneumatiques un caractère confidentiel, et que ces précautions sont équivalentes à celles qui sont prises lorsque des ordres spéciaux sont donnés pour éviter la divulgation d'un secret de fabrication ou d'une disposition spéciale du matériel. »

Et à cette autre question :

« A quelle époque le règlement sur le canon de 120 court a-t-il été mis dans le commerce ? » le général Deloye répond :

« En 1894, il n'y avait dans le commerce aucun règlement sur le canon de 120 court, les détails sur le canon de 120 court, les détails du frein hydropneumatique ne pouvaient être connus que d'un très petit nombre d'officiers. »

« Voici, d'ailleurs, la genèse du règlement en question :

« En exécution d'un ordre du 31 décembre 1891, une première théorie provisoire sur le service du canon de 120 court a été autographiée à 40 exemplaires pour les besoins des Commissions d'expériences. »

« Le 7 avril 1894, 300 exemplaires d'un nouveau projet de règlement provisoire, imprimé par l'Imprimerie nationale, ont été répartis dans certains corps de troupes pour servir aux essais à faire aux écoles à feu de 1894. Les rapports sur ces essais sont parvenus au ministère en octobre 1894. »

« A la suite de ces essais, le règlement fut complété, puis approuvé par le ministre le 28 mai 1895. Enfin, il a été mis dans le domaine public le 7 juin 1895, et le rapport soumis au ministre à cette occasion spécifie que les documents relatifs au matériel de 120 court ont été, jusqu'à ce jour, considérés comme confidentiels. »

« Ce règlement n'a été publié par les éditeurs militaires qu'à la fin de 1895 ou au commencement de 1896. »

(Lettre du GÉNÉRAL DELOYE, adressée à la Cour de cassation le 12 février 1899.)

Telles sont les dépositions, telles sont

## VII. Description du frein hydropneumatique.

Le frein se compose essentiellement d'un corps de pompe en acier A, vissé au canon par la lunette de la frette culasse, et d'un réservoir d'air au récupérateur en bronze B, vissé dans la lunette du manchon à tourillons. Le corps de pompe contient un piston P, dont la tige, fixée sur toute sa longueur et universellement au récupérateur, met en communication celui-ci avec le corps de pompe. A son extrémité, dans le réservoir, la tige est terminée par une soupape chargée S. Un diaphragme mobile M partage le réservoir en deux parties, dont l'une, celle qui est située en avant, contient de l'air comprimé à la pression de 100 atmosphères. La partie arrière du récupérateur, la tige du piston et le corps de pompe sont remplis de liquide (huile minérale).

Le fonctionnement du système est le suivant : Lorsque le coup part, le canon recule dans le manchon à tourillons, entraînant le corps de pompe. Le liquide contenu dans le cylindre, repoussé dans la partie arrière du récupérateur, en passant par les orifices O-O, produisant dans la tige du piston et soulevant la soupape S, repousse le diaphragme M, ce qui augmente la pression de l'air du récupérateur. Et la fin du recul, l'air comprimé réagit pour faire rentrer dans le corps de pompe, le liquide, qui passe par trois petits orifices ménagés autour de la soupape S, pour ramener le canon à sa position primitive.

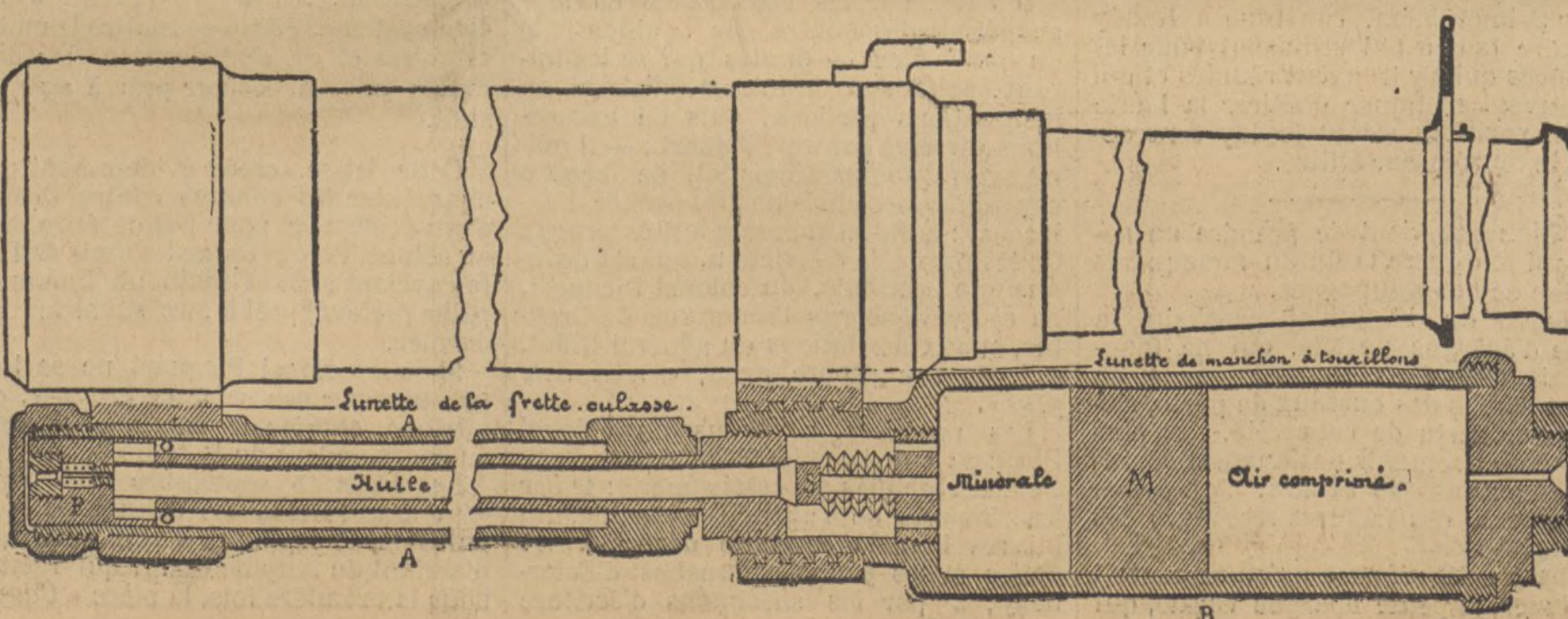
Le frein hydropneumatique permet, avec la bêche de crose, d'annuler complètement le recul de l'affût ; il se produit lors du tir, un simple enfoncement, plus ou moins grand, des roues et de la crose dans le sol ; il n'est plus nécessaire de ramener la pièce en batterie, et le pointage en direction ne subissant pas de dérangement appréciable, il suffit, après chaque coup, de rectifier le pointage en hauteur.

Le chariot de batterie transporté, dans des caisses appropriées, un frein hydropneumatique de rechange, un bidon contenant 6<sup>l</sup> d'huile minérale, et une pompe montée avec ses tubulures, son piston et ses bielles ; une instruction sur le rechargement du frein se trouve dans la caisse de pompe de rechargement.

## VIII. Description de l'indicateur de recul.

L'indicateur de recul est une petite tige en laiton qui se place dans le tenon de la couronne en acier de la volée de la bouche à feu, qui vient se frotter contre le doigt en acier, porté par la chemise à tourillons, quand l'amplitude du recul devient trop grande, et sert à avertir que le frein doit être rechargé.

La page 5 donne le croquis du frein hydropneumatique.



Quant au dernier feuillet de la couverture, il forme la table des matières de la brochure avec l'indication des pages.

Et il donne la date de l'impression : 26<sup>e</sup> d'artillerie, Février 1894.

## Batterie de Campagne de 120 court.

### Introduction

I. Composition d'une batterie de Campagne de 120 Court.	1.
II. Canon de 120 court.	1.
III. 1 <sup>er</sup> Corps du Canon.	2.
IV. 2 <sup>e</sup> Manchon à tourillons.	2.
V. 3 <sup>e</sup> Culasse mobile.	2.
VI. Affût de Campagne de 120.	3.
VII. Description du frein hydropneumatique.	4.
VIII. Description de l'Indicateur de recul.	4.
Croquis du frein hydropneumatique.	6.
IX. Appareil de pointage en hauteur.	6.
X. Appareil de pointage en direction.	6.
XI. Description de l'appareil de visée.	7.
XII. Description de l'Obus à balles.	8.
Croquis de l'Obus à balles.	8.
XIII. Description de l'Obus allongé.	9.
XIV. Explosifs.	9.
XV. Munitions.	9.
XVI. Note donnant quelques indications sur le tir de l'Obus à balles.	10.
XVII. Avantages et inconvénients des obus à balles.	11.
XVIII. Tableau du chargement de l'avant-train.	12.

Lith. 26 Art. Février 1894.

Retenez bien cette date : FÉVRIER 1894, tandis que le bordereau est d'avril ou d'août 1894.

Que nous parle-t-on de secrets qu'un stagiaire de l'état-major pouvait seul connaître !

Il n'y a même pas le mot « confidentiel » dans cette brochure.

Voici mieux encore :

Le règlement sur le service du canon de 120 court a été publié en 1897, par la librairie militaire Baudouin, avec ce sous-titre :

Approuvé par le Ministre de la guerre le 28 mai 1895, — et les détails que donne cette brochure officielle de 1897 sont moins complets que les détails donnés par les exemplaires distribués en février 1894 aux régiments d'artillerie !

La preuve en est dans ce croquis du frein hydropneumatique que nous trouvons à la page 155 de ce règlement, et que nous reproduisons (comme le cliché de la brochure du régiment) en vraie grandeur de la figure du règlement.



Ce dessin, on le voit, est moins détaillé que celui de la brochure du régiment, et le croquis est dressé à une plus petite échelle avec moins de renseignements.

que le dessin du même frein dans la brochure de février 1894.

Ainsi, en février 1894, ces grands mystères, dont l'artillerie est « gardienne jalouse », étaient reproduits, à la presse réglementaire du 26<sup>e</sup> régiment d'artillerie, par un trouper, vraiment peu compétent pour détenir des secrets d'Etat. Après quoi, on les distribuait par tout le régiment, sans avertir personne qu'ils fussent à être tenus pour confidentiels. Et, en cela, il faut reconnaître qu'on avait bien raison, trois ans après, que l'autre régiment de la brigade avait promené ce canon devant tous les attachés militaires étrangers, et l'avait tiré aux écoles à feu !

Tels sont les documents que je voulais mettre sous les yeux du public, avant de tenir à la disposition de la Cour de cassation ces preuves si évidentes que tous les régiments d'artillerie possédaient déjà et que quatre ou cinq généraux niaient quand même.

Nos officiers ont l'âme trop haute pour que ces choses puissent les atteindre ; mais ces braves gens, qui ne connaissent que les magnifiques espoirs et qui confondent leur rêve avec le rêve du pays lui-même, ne doivent-ils pas frémir dans leur cœur désemparé quand ils constatent que certains chefs, pour se défendre d'une erreur loyale ou d'une faute déjà pardonnée, proclament avec cet éclat leur ignorance et affirment, avec cette ardeur, le contraire de la vérité !

Un vieux général d'artillerie.

## Échos

### La Température

Le baromètre dépasse 765 mm en Espagne ; il est relativement bas en Angleterre, et à 762 mm à Paris. Des pluies ont encore signalées dans le Midi, où des orages ont éclaté à Lyon et à Perpignan. La température est toujours stationnaire ; hier, à Paris, le thermomètre marquait 15° au-dessus le matin à huit heures, et 23° 1/2 vers quatre heures de l'après-midi ; on notait 25° à Alger. En France, un temps nuageux et assez chaud est probable. Après une assez belle journée, le baromètre marquait 763 mm dans la soirée.

### Les Courses

A deux heures, Courses à Colombes. Gagnants de Robert Milton :

Prix Protector : Duguesclin.  
 Prix de Fontainebleau : Gitane.  
 Prix de Chambly : Vignec.  
 Prix Cocagne : Saturne.  
 4<sup>e</sup> Prix de la Société des Steeple-Chases de France : Forlar.

### AMI LA BONNE EAU

Un ingénieur civil, M. Max Jouffret, écrit au *Temps* une lettre qui est un bijou.

Quelques mauvais esprits ayant osé prétendre que les eaux de l'Avre étaient polluées, le ministre, par l'organe d'un de ses représentants, déclara qu'il n'y avait pas d'affaire de l'Avre, et qu'il était antipatriotique d'affoler la population et



— Hier matin ont eu lieu, à l'église Saint-  
Erdinand des Ternes, au milieu d'un énorme



concoure de monde, les obsèques de Mme veuve Dujardin-Beaumetz, mère de M. Dujardin-Beaumetz, inspecteur général du service de santé militaire. Une grande affluente de notabilités militaires de tout ordre, le corps médical militaire du gouvernement de Paris, presque en entier, avaient tenu à témoigner, dans cette circonstance, à leur éminent chef leur respectueuse sympathie et les regrets que leur causait son deuil.

Mme veuve Dujardin-Beaumetz était dans sa 88<sup>e</sup> année. L'inhumation a eu lieu au Père-Lachaise.

Nous apprenons la mort : — Du comte Joachim Murat, fils du comte Murat, ancien député du Lot, décédé hier à l'âge de 38 ans, dans son appartement de l'avenue du Bois-de-Boulogne. Le défunt, marié à Mlle Bianchi, fille de l'agent de change honoraire, était le frère de Mme Hervé-Gruyer et de Mme Paul Lebauty. — De M. Lescure, ancien conseiller général de la Dordogne, décédé à Montpezat; — De M. Aymé Darblay, fils de M. Paul Darblay et son associé dans la direction des usines d'Essonne, décédé à Corbeil, à l'âge de 44 ans; — Du docteur Gilbert d'Her-court, médecin en chef de la police municipale, décédé 115, rue Lafayette; — De M. Henri Pasce, administrateur honoraire du bureau de bienfaisance de Mémontant, décédé à l'âge de 67 ans; — De la comtesse de Bourbon-Chalus, née Yel de Castelnaud, décédée à l'âge de 67 ans; — De M. Edouard Vaudremer, décédé à l'âge de 64 ans. Le défunt était le père du docteur Albert Vaudremer et de M. Lucien Vaudremer, officier d'infanterie; — De M. Moïse Vautier, président du Conseil d'Etat de Genève, décédé hier soir en cette ville; — De M. L.-G. Béranger, ancien administrateur de la maison de l'empereur Alexandre III de Russie, délégué de la direction générale des haras impériaux, décédé avant-hier à Paris. Ses obsèques seront célébrées à trois heures, à Saint-Roch. On se réunira à la maison mortuaire, 210, rue de Rivoli.

Ferrari.

Un curieux souci d'art donne des élégances qui, dans la parure, apportent tous leurs soins à réaliser des ensembles de style, des harmonies de couleurs et de parures. C'est ainsi que les délicates essences de la « Douairière » — secrets retrouvés par la maison Yane — ajoutent à la toilette moderne, au caractère si gracieusement rococo, le nuage de Cypris, de Clymène, de Vénus ou de Génét d'Espagne qu'aimèrent nos aïeux. Et tout un siècle d'élégances semble renaitre en cette délicieuse boutique Empire de la rue Royale, où les cristaux étincelants des produits Yane se marient si heureusement avec le cadre de pur style que tout Paris a admiré.

## M. Déroulède à la Conciergerie

Vu M. Déroulède à la Conciergerie. On parle, naturellement, de la coïncidence de date entre l'affaire Dreyfus et son procès devant le jury de la Seine. — Il y a quelques semaines, nous déclarons le président de la Ligue des patriotes, mon avocat, M. Falalouf, s'était rendu auprès du président de la Cour d'assises afin de lui expliquer les inconvénients que présenterait une rencontre au Palais entre les ligueurs et les revisionnistes.

« A cette époque, M. Charles Dupuy annonçait à tout le monde que les débats de la Cour de cassation seraient terminés dans les premières semaines du mois de mai, et c'est sur l'indication de M. le président Tardif, et renseignements pris, que la date du 29 fut choisie d'un commun accord. »

Lors de la « présentation légale » de M. Déroulède — le mot est de lui — et de M. Marcel Habert au même président, la date primitivement fixée fut maintenue, bien que ce jour-là eût été, depuis, assigné pour la lecture du rapport de M. Ballot-Beaupré.

Aux yeux de M. Déroulède cette coïncidence a été « voulue » par le gouvernement.

Et pourtant, remarque le prisonnier, je me refuse à croire que l'intention de M. Dupuy soit de provoquer des bagarres dans le Palais. Voulez-vous parier que si elles se produisaient on en fera retomber la responsabilité sur notre dos ?

Est-il besoin de dire que les déclarations de M. Déroulède seront un réquisitoire contre le régime parlementaire actuel, et qu'il exprimera avec véhémence le regret d'avoir échoué dans le « complot » organisé, affirme-t-il, avec la plus « coupable des préméditations ».

Les jurés de la Seine auront donc, non pas à juger deux hommes, mais à se prononcer sur une question constitutionnelle.

Voilà un bien gros sujet pour les médiations de ces douze braves gens !

G. G.

## A l'Etranger

### NOUVELLES

#### ANGLETERRE

UN INCIDENT AUX PHILIPPINES  
Londres, 23 mai. — Une note communiquée aux journaux dit qu'un capitaine de navire anglais avait placé sous le protectorat de l'Angleterre, le 1<sup>er</sup> février, une partie des Philippines du Sud; mais le gouvernement anglais l'a désavoué et vient d'envoyer un navire de guerre dans ces parages pour en retirer le drapeau anglais.

#### BELGIQUE

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DES MINÉRIERS  
Bruxelles, 23 mai. — Le Congrès international des mineurs s'est réuni ce matin. L'assemblée, présidée par M. Callwaert, député belge, a tout d'abord examiné la proposition de la « Miner's Federation » tendant à l'application de la journée légale de huit heures. M. Murray, du Yorkshire, a défendu la proposition, en engageant les syndicats des mineurs à entrer d'une façon plus efficace dans la lutte politique. Cette proposition a été défendue par MM. Fletcher (Autriche), Cordier, Evrard (France), Fauriau (Belgique), Heucken (Allemagne), etc. Elle a été combattue par M. Fenwick, député du pays de Galles.

La journée légale de huit heures a été votée à l'unanimité, moins les voix des délégués du Northumberland.

Le congrès des mineurs a discuté cette après-midi la proposition des délégués allemands concernant les responsabilités des accidents du travail, la proposition a été appuyée par les délégués allemands, belges et français.

#### ITALIE

UN PROCÈS CONTRE LE TRÉSOR  
Rome, 23 mai. — Les princes Louis et Philippe de Bourbon, fils du comte d'Aquila et de la princesse Januaria du Brésil, viennent de gagner en cassation leur procès contre le Trésor italien. Il s'agissait de la revendication du majorat de leur père, confisqué par Garibaldi lors de la prise de Naples. La cour a décidé qu'il n'y avait pas eu confiscation. Ce procès était pendu depuis dix-sept ans.

On estime qu'après la liquidation faite, les princes pourront encaisser quatre millions. Il pourrait se faire que d'autres princes de la famille de Bourbon suivent cet exemple. — FELIX.

### LE PROCHAIN CONSISTOIRE

Rome, 23 mai. — On assure que c'est définitivement au 19 juin qu'est fixé le Consistoire secret pour la création de dix cardinaux et la préconisation des évêques, et au 22 juin le Consistoire public pour l'imposition du chapeau aux nouveaux cardinaux.

## LA CONFÉRENCE DE LA HAYE

La Conférence a procédé hier, à midi, en séance plénière, à la désignation des présidents et vice-présidents de ses trois Commissions.

Une entente préalable s'était établie à ce sujet entre les premiers délégués des vingt-six puissances représentées, et la Conférence n'a eu qu'à ratifier les choix qui lui étaient soumis.

Sept présidents d'honneur ont été nommés.

Pour la première Commission : comte de Münster (Allemagne) et White (Etats-Unis);

Pour la seconde Commission : duc de Tetuan (Espagne), Turkhani-pacha (Turquie) et comte de Welsersheimb (Autriche-Hongrie);

Pour la troisième Commission : comte Nigra (Italie) et M. Pauncefote (Angleterre).

Les présidents effectifs sont :

Pour la première Commission : M. Bernaert (Belgique); président-adjoint : M. van Karnebeek (Pays-Bas);

Pour la deuxième Commission : M. de Martens (Russie);

Pour la troisième Commission : M. Léon Bourgeois (France).

Pour la première Commission, divisée en deux sections (guerre et marine), six vice-présidents sont désignés :

Guerre : général Abdullah-pacha (Turquie), général Ardagh (Angleterre) et général Monnier (France); Marine : vice-amiral Fischer (Angleterre); contre-amiral Ephraïm (France), capitaine de vaisseau Siegel (Allemagne).

Pour la deuxième Commission, divisée également en deux sections (Croix rouge et Conférence de Bruxelles), quatre vice-présidents sont nommés :

Croix rouge : Général Thaulow (Suède et Norvège); M. Roth (Suisse);

Conférence de Bruxelles : Baron de Stengel (Allemagne) et général Zuccari (Italie).

Enfin, la troisième Commission a comme vice-présidents :

Le général Don Boer Poortugael (Pays-Bas), MM. d'Estournelles de Constant (France), comte de Macedo (Portugal), Mérey de Kapos-Mérey (Autriche-Hongrie), Pompili, docteur Zorn (Allemagne).

\*\*\*

La Reine est arrivée hier après-midi à La Haye. Elle recevra aujourd'hui, à cinq heures, les premiers délégués qui lui seront présentés par M. de Beaufort. Les autres délégués seront reçus le soir au Palais et présentés à la Reine par leurs chefs de délégation.

Les trois Commissions se réuniront après-demain pour fixer leurs ordres du jour.

L'empereur de Russie a envoyé à la reine Wilhelmine les insignes en brillants de l'ordre de Sainte-Catherine de Russie.

Em. B.

## VIENT DE PARAÎTRE

Chez Ollendorff :

Un exquis volume de Michel Provins : *Les Lendemains d'aujourd'hui*, livre étincelant d'esprit, avec un charme de style qui enveloppe toutes les audaces. Une jolie couverture de Métivet illustre ce volume d'un parisianisme raffiné.

*Excursion à Bou Saada et M'Sila*, admirable album de MM. de Galland et Guichain, avec d'incompréhensibles illustrations. Ce sera la joie des touristes.

Chez Ernest Flammarion :

Pour nos lectrices. *Martha*, la belle comédie dramatique de Henry Kistemæckers, qui souleva cet hiver de si violentes discussions, vient de paraître, précédée d'un avant-propos incisif et narquois des plus imprévus...

Notre Service de Librairie se charge d'envoyer ces ouvrages contre remboursement.

## LE DUEL CATULLE MENDÈS-VANOR

Il a eu lieu hier matin, à l'île de la Grande-Jatte, au *Moulin-Rouge*, et M. Catulle Mendès a été grièvement blessé. Voilà le fait dans sa triste brutalité. Mais les péripéties de cette rencontre entre deux hommes de lettres, bien connus du monde parisien, ont été trop dramatiques pour ne pas être racontées.

On se souvient que lors de la première d'Hamlet, une vive discussion, d'ordre littéraire, s'éleva entre M. Catulle Mendès et M. George Vanor. Ce dernier prétendait qu'Hamlet était gros, gras et asthmatique. Son adversaire affirmait, au contraire, qu'il était mince, fluet, plutôt chétif. Le plus curieux, c'est que, le texte en main, ils avaient l'un et l'autre raison. Au premier acte, Hamlet déclare que son oncle ne ressemble pas plus à son père que lui Hamlet ne « ressemble à Hercule », et, au cinquième acte, sa mère dit de lui : « Il est gras et asthmatique. »

Les contradictions de Shakespeare ont été cause d'un échange de gifles, suivi d'un échange de témoins. Mais Sarah Bernhardt n'était pour rien dans cette querelle. La grande artiste avait été louée par M. Vanor comme par M. Mendès, le lendemain de sa triomphante première.

MM. Adolphe Tavernier et Baronnet, témoins de M. Catulle Mendès et MM. J. Joseph-Renaud et Robert Charvat, témoins de M. George Vanor, ne purent, malgré tout leur désir, éviter une rencontre. Il y avait eu, en effet, voix de fait.

Hier matin, à dix heures précises, ces messieurs, et les deux adversaires, arrivaient en voiture à la Grande-Jatte.

Le secret avait été bien gardé. Seuls quatre ou cinq amis des deux adversaires se trouvaient réunis sur le terrain.

Pas un seul photographe, pas une seule automobile : quelques habitants de la Grande-Jatte arrivèrent toutefois pendant les préparatifs — vite menés — du duel. Ce sont les épées de M. Vanor que le sort désigna. M. Adolphe Tavernier a la direction du combat, qui s'engage dans la salle de bal du « Moulin Rouge. »

MM. Catulle Mendès et Vanor portent l'un et l'autre des chemises de flanelle, et tous deux paraissent des plus calmes. A peine le traditionnel : « Allez, messieurs ! » est-il prononcé que M. Mendès attaque aussitôt avec la fougue d'un jeune homme.

L'épée haute, complètement découvert, il marche, nullement effacé, se servant deson épée comme d'un éventail. L'émotion nous étirent, car en face de lui se trouve une pointe menaçante, dirigée par un homme qui sait les choses de l'escrime. J'ose dire qu'il est très facile à M. George Vanor, dès le premier engagement, d'atteindre profondément son adversaire à la poitrine. Mais, visiblement, il le ménage, ne voulant pas abuser de sa force : il rompt un peu et fait les plus grands efforts pour piquer aux avancés M. Mendès.

Tout à coup M. Tavernier crie : « Halte ! » et on respire, car on croit que M. Mendès est légèrement atteint au bras. Il n'en est rien. Le combat recommence, vir, ardent; M. Mendès continue à marcher, sans aucun souci de la pointe, comme dans un rêve... étoilé. C'est étonnant au possible. Toujours très maître de lui, M. Vanor pare et riposte et atteint par deux fois la poitrine de son adversaire, mais seule la chemise est traversée.

Au cinquième engagement, même tactique de part et d'autre. M. Mendès s'approche de plus en plus et menace les yeux de M. Vanor. Celui-ci commence à s'énervier et, dans une dernière riposte, atteint M. Mendès un peu au-dessous du nombril et retire aussitôt le bras, sans pousser. Malheureusement, la pointe est entrée assez profondément. Chacun de nous a la sensation que la blessure doit être grave. La figure de M. Mendès est violemment contractée. Il souffre, et on approche une chaise. Son médecin, le docteur Isaurat, et le médecin de M. Vanor examinent la blessure et déclarent qu'il ne semble pas que l'épée ait pénétré très loin. Après un pansement, M. Mendès se lève et se rhabille. Son adversaire s'approche de lui et lui serrant la main affectueusement :

— Je suis désolé de vous avoir touché ainsi !

— Je ne vous en veux pas... Je souffre bien, par exemple.

La réconciliation s'est faite entre ces deux hommes, dont l'amitié date de longtemps.

Tandis que les témoins vont, dans une salle voisine, rédiger le procès-verbal, M. Mendès se promène dans le jardin attenant à la salle de bal. Il fume tranquillement un cigare. Soudain, il chancelle et tombe à terre. Il est pris d'une syncope.

Les yeux grands ouverts, il claque des dents. Les médecins s'empressent autour de lui, lui font respirer des sels. Il reprend connaissance et on le place sur un matelas. Le docteur Isaurat lui tâte le pouls et ne manifeste pas une trop grande inquiétude, tout en recommandant à son client le repos le plus absolu.

Mme Mendès, qui attend dans un coupé, à quelques cents mètres, le résultat du duel, est prévenue, avec tous les ménagements possibles, de l'état de son mari, et accourt s'agenouiller auprès de lui. Il y a là une petite scène tout à fait charmante qui remplit d'aise l'âme du poète. Il se soulève de son matelas, doucement ému, et presse les mains de sa femme.

Ses témoins, ses amis l'entourent. M. Vanor s'inquiète, à plusieurs reprises, de la santé de son adversaire, et ne quitte la Grande-Jatte, avec M. Joseph-Renaud, que lorsqu'il a reçu l'assurance qu'avec un peu de repos la blessure de M. Mendès n'aura pas de suites graves.

Le pronostic était, hélas ! trop optimiste.

A peine étions-nous rentrés à Paris que les bruits les plus sinistres couraient. En passant au *Figaro*, je rencontre le docteur Isaurat et je l'interroge :

— Je suis appelé en toute hâte chez M. Mendès, me dit-il. Je ne suis pas sans inquiétude. J'ai tenu à rassurer tout le monde à l'île de la Grande-Jatte, mais des complications peuvent survenir. Je les crains.

À quatre heures, je sonne, anxieux, à la porte du docteur, qui me fait le récit de ce qui s'est passé depuis que M. Catulle Mendès a quitté en voiture la Grande-Jatte.

Arrivé à son domicile, rue Bocador, M. Mendès s'est trouvé mal à plusieurs reprises. On l'a d'abord porté dans une pièce du rez-de-chaussée, mais on a dû le monter ensuite, avec des soins minutieux, dans son appartement.

La blessure est donc profonde, docteur, et l'intestin pourrait être perforé ?

— Il s'est produit une hémorragie interne, hémorragie lente, et la diagnostic doit être très réservé. Si l'intestin avait été perforé, le cas serait désespéré. Il n'en est rien heureusement ; mais si des complications surviennent, une opération chirurgicale pourrait s'imposer, et c'est pourquoi je me suis adressé au docteur Guinard, chirurgien des hôpitaux, qui a visité M. Catulle Mendès avec moi.

« Il faut attendre quelques heures encore avant de se prononcer. »

Et comme je faisais remarquer qu'il eût été peut-être utile de sonder la plaie :

— C'est été, au contraire, très dangereux, me répond-il, car cette opération eût pu déterminer une peritonite.

À sept heures, j'ai revu le docteur Isaurat.

— Le pouls est meilleur, me dit-il. Le docteur Guinard et moi nous sommes plus rassurés. Quelques symptômes, dont je ne puis vous indiquer la nature, sont favorables. Certes, M. Mendès n'est pas encore hors de danger, mais j'ai espoir...

Cet espoir, tout le monde le partage; M. George Vanor est allé, à trois reprises, prendre des nouvelles de son adversaire, redevenu son ami. Mme Sarah Bernhardt, très émue par la nouvelle du duel que lui avait apportée, pendant le déjeuner, M. Lewis, gendre de la grande comédienne anglaise Lydia Thompson, avait aussitôt téléphoné à Mme Mendès pour être tenue au courant de la santé du blessé.

Dans l'après-midi, elle s'est rendue elle-même rue Bocador, les yeux pleins de larmes. Elle apprendra avec bonheur qu'un mieux appréciable s'est déclaré dans la soirée.

Un interne du docteur Guinard est installé au chevet de M. Catulle Mendès depuis hier soir, et si aucune complication ne survient aujourd'hui, les amis du poète le verront bientôt batailler de nouveau, la plume à la main, pour les idées qui lui sont chères, et pour son idéal d'art.

Souhaitons seulement qu'il remette à jamais l'épée au fourreau. Il a assez fait ses preuves de courage.

Maurice Leudet.

## NOTES D'UN PARISIEN

Vous avez certainement vu, parmi les réclames qui s'étalent sur les murs, cette image où des lapins se précipitent dans un tonnoir et en ressortent par l'autre bout, à l'état de chapeaux de toutes les formes et de toutes les dimensions. On bien encore des petits cochons qui, après avoir fait le même trajet, sont soudainement transformés en boudins, saucisses et côtelettes. L'idée était drôle, mais on ne la croyait pas d'une rigoureuse exactitude.

Elle commence aujourd'hui à paraître beaucoup plus vraisemblable, et la science a décidément des ressources infinies. Chaque jour son champ d'expériences s'étend davantage. Quoi de plus saisissant, par exemple, que cette histoire qui est d'hier, et qui va certainement révolutionner la bijouterie ? Je tiens à la transcrire textuellement, car elle est de celles qui ne s'inventent pas : Il y a deux jours, une dame, Mme P..., laissa tomber une de ses boucles d'oreilles auprès d'un jeune chien qui l'avait. L'animal fut mis en observation, et quatre jours après, il restituait le bijou qui, orné d'un rubis à l'entrée, sortait avec une topaze.

Inutile d'insister sur ce phénomène d'alchimie bien digne de retenir l'attention du monde savant. Il est impossible de prévoir quelles seront les conséquences d'une pareille découverte. En attendant, la dépêche ajoute — car c'est un télégramme qui nous rapporte cette histoire — que Mme P..., qui paraît être une femme pratique, va faire suivre le même trajet à l'autre boucle d'oreille pour essayer de lui donner une couleur identique. Il faudra voir les effets de cette nouvelle expérience, et nous comptons sur nos confrères du Midi pour nous tenir exactement au courant. L'aventure, en effet, s'est passée à Vic-Fzensac, qui est en Gascogne. C'est même ce qui en garantit l'authenticité...

E.

## LES COLONIES

Les dernières nouvelles reçues au ministère des colonies au sujet de l'état sanitaire de la Côte d'Ivoire sont peu satisfaisantes.

La fièvre jaune continue à sévir à Grand-Bassam avec une malignité particulière. Une quinzaine de décès ont été constatés jusqu'à ce jour.

Les mesures les plus énergiques sont prises pour arrêter l'épidémie. Grand-Bassam est évacué. Les habitants, après avoir subi une quarantaine d'observation, seront dirigés sur les localités non contaminées du littoral.

La mission Houallat, qui allait rentrer à Grand-Bassam, s'est dirigée sur Jacqueville, conformément aux ordres du ministre. Elle est en excellente santé.

Un violent raz de marée a démolit le wharf de Grand-Bassam sur une étendue de 20 mètres.

Le Sénat poursuit l'examen des crédits affectés aux travaux publics et, pour ses débats, M. Monestier, qui dirige les ponts et chaussées depuis que M. Krantz est promu ministre de la guerre, collectionne les plus désobligeants échecs.

S'il s'agissait, sur le chapitre 5, à une économie de 143,000 francs, et le Sénat lui signifie que ce qui est bon à prendre est bon à garder.

Ce ministre prodigue réclame des augmentations de 15,000, 200,000, 90,000 et 20,000 francs sur les chapitres 6, 10, 13 et 15, mais il n'arrache pas un centime aux Harpagnons du Luxembourg. Les cruels se bouchent les oreilles et le laissent gémir dans le désert.

Puis, M. Monis, homme sévère et juste, propose et obtient, sur le chapitre 9, une réduction de 1,000 francs. C'est ce qu'on appelle, au Sénat comme à la Chambre, une indication. Il s'agit de signifier au ministre que le moment est venu de renoncer aux pratiques dont ce même M. Monis et M. de Lamarzelle ont signalé tour à tour, dans la précédente séance, les fâcheux inconvénients.

M. Latrède plaide la cause des cantonniers et réclame 324,200 francs pour permettre à la République de tenir une promesse d'Henri IV; mais, le Sénat n'étant point en veine de largesses, ce n'est pas encore en l'an de grâce 1899 que les cantonniers pourront mettre la poule au pot.

Les garanties d'intérêts aux grandes Compagnies fournissent à M. Raynal, le père des Conventions, un prétexte pour moter au Capitole : en 1900, le Nord partagera ses bénéfices avec l'Etat; de puis un an, le P.-L.-M. partage les siens, et l'Orléans s'apprête à les imiter. Les autres Compagnies demandent encore quelques millions; mais elles en demandent beaucoup moins qu'autrefois, et M. Raynal s'en félicite. Il lui tarde, évidemment, de voir arriver le jour où M. Pelletan ne pourra plus traiter ses conventions de scélérates.

En ayant terminé avec les chemins de fer, le Sénat se sépare, pour se réunir ce matin à neuf heures et demie.

Paul Bosq.

## REVUE DES JOURNAUX

On n'a pas oublié que vers la fin de l'année 1897, un individu qui se faisait appeler Lemercier-Picard, offrit, sans aucun succès d'ailleurs, à diverses personnes et notamment à M. Joseph Reinach, une pièce devenue fameuse sous le nom de « faux Otto » et compromettant pour le commandant Esterhazy. Cette pièce avait été, prétendait-il, dérobée à une certaine époque, à Bruxelles, dans la sacochette d'une dame qui s'était rendue dans cette ville en compagnie d'Esterhazy.

Le commandant Esterhazy, dans un récit que publie le *Matin*, déclare aujourd'hui que c'est avec sa connivence que cette fausse pièce a été confectionnée et qu'il aurait été « invité d'urgence », pour qu'on la fabriquât comme il convenait, à indiquer une date pendant laquelle il pourrait établir aisément qu'il n'était pas allé à Bruxelles.

Le commandant Esterhazy raconte ainsi cette machination :

J'avais été très gravement malade de l'influenza, au mois de décembre 1893. Pendant plusieurs semaines, j'avais été obligé de garder le lit et la chambre, j'avais été soigné par les médecins de mon régiment, je n'avais pu, pendant deux ou trois mois, faire aucun service, et il était facile de faire constater que, pendant un temps assez long, deux mois au moins, j'avais été dans l'impossibilité absolue de mettre les pieds hors de chez moi. Cela, mes chefs et les médecins militaires qui m'avaient soigné seraient là pour l'attester d'une manière indéniable.

C'est sur ces données et ces indications que fut confectionnée la pièce connue sous le nom de « faux Otto ».

On se souvient de cette pièce.

Un agent imaginaire était supposé m'avoir vu à Bruxelles et avoir soustrait dans la sacochette d'une dame, qui m'accompagnait en cette ville, un document compromettant pour moi, qui m'aurait été adressé par un autre agent non moins imaginaire.

L'époque à laquelle se plaçait cette aventure et la date de ce soi-disant document permettaient d'établir qu'à ce moment j'étais précisément dans mon lit et absolument incapable de sortir, à fortiori d'aller faire un voyage quelconque.

Ce papier devait être présenté par Lemercier-Picard à certaines notabilités dreyfusardes par lesquelles il se chargeait de le faire acquiescer. Une fois en possession de cette pièce, les autres l'auraient triplement produit et il aurait été aisé de les convaincre de supercherie. On n'avait pu prendre Reinach avec les faux documents de sa serviette, grâce à la protection de Billot; on aurait repris les dreyfusards avec le document Otto.

Leur essai de mettre ce plan à exécution, mais il échoua, et c'est alors qu'il porta le papier à l'*Intransigeant*. Fit-il cette démarche par ordre ou la fit-il pour son propre compte ? Je serais porté à croire que ce fut de lui-même. Toujours est-il que l'*Intransigeant* fit un premier article destiné à amorcer, à annoncer la chose, et que les dreyfusards, flairant ce qui allait se passer, démasquèrent l'affaire avant l'*Intransigeant*.

Mais Lehmann devenait dangereux; on ne pouvait lui donner indéfiniment de l'argent, et un beau jour, après une visite mystérieuse, on le trouva, comme par hasard, passé de vie

à trépas, pendu à l'espagnolette d'une fenêtre, dans des conditions si étranges qu'il aurait dû ployer les jambes pour arriver à mourir.

Le *Temps* rappelle, à ce propos, que M. Joseph Reinach avait reçu, le 18 janvier 1898, une lettre de Lemercier-Picard, dont lecture fut donnée au cours du procès Rochefort-Reinach, et dont voici le texte :

Monsieur,

A la suite des révélations parues dans l'*Intransigeant*, à la date du 25 décembre écoulé, j'ai été accusé par une partie de la presse d'être l'auteur de la lettre chiffrée signée Otto.

En effet, mes démarches quelque peu embarrassées près des différents personnages auxquels je me suis adressé (par ordre) ont pu faire naître en leur esprit des doutes qu'il me tarde de détruire.

Je ne suis pas l'auteur du faux, je n'ai été que l'instrument d'une machination scandaleuse. Lié par des engagements jusqu'au prochain verdict du premier Conseil de guerre, je ne pouvais m'y soustraire sans m'exposer aux rigueurs de ceux à qui je devais obéissance, c'est la seule raison pour laquelle j'ai pu me défendre contre l'accusation portée contre moi.

Aussi fidèlement que possible, j'ai rempli mes engagements, tandis que j'attendais encore que, pour lesquels je me suis exposé aussi bénévolement remplissent le leur, c'est pourquoi aujourd'hui je ne me crois plus tenu au secret; aussi vous me voyez tout à fait résolu à m'expliquer sur le rôle que j'ai joué à l'insinuation de (ici figurent les noms d'un publiciste et de deux officiers supérieurs de l'état-major).

D'autre part, je me suis souvent aussi, comme vous, j'étais israélite, qu'en raison des attaques dirigées contre nos coreligionnaires il était temps de sortir de la réserve que je m'étais imposée et qu'à la suite de mes révélations l'opinion publique reviendrait à de plus saines appréciations.

Quels que soient les sentiments que vous nourrissez à mon égard, je n'hésite cependant pas à me mettre à votre disposition dans le but de vous être utile dans l'action que vous intéressez à Rochefort. Il ne vous déplaira pas non plus de connaître sous quels auspices tous ces personnages ont agi. Avant de prendre cette détermination, j'ai cru prudent de mettre en lieu sûr toutes les pièces utiles à ma justification.











